

L'archivistique-monde, dans quel(s) sens ?

Aurore FRANÇOIS

Au milieu des années 1990, l'anthropologue James Watson et son équipe de Stanford s'emparaient de l'un des symboles les plus forts de la mondialisation : le restaurant McDonald's et son implantation en Asie, plus particulièrement à Taipei, Pékin, Séoul, Tokyo et Hong Kong¹.

L'équipe de recherche, au gré de ses observations, constatait que l'enseigne, tout en répandant son Big Mac censé avoir le même goût à New York qu'à Moscou ou Paris, implantait en Asie des pratiques telles que faire la file, porter son plateau, payer avant le repas ou encore débarrasser soi-même la table, soit autant de formes de disciplinarisation de sa clientèle.

Au fil des observations néanmoins, il est apparu que l'expérience d'un repas chez McDonald's, saisie dans sa dimension totale, était loin d'être aussi standardisée que l'offre alimentaire de la célèbre chaîne. Tout d'abord, par la relativité du terme « *fast* » et de ce qu'il recouvre par exemple : certes les clients sont planétairement servis très vite, mais force est de constater qu'une objectivation par le chronomètre du temps passé à table laissait présager une interprétation sensiblement différente de ce que l'on entend par « *fast* » : onze minutes en moyenne aux États-Unis, de deux à trois fois plus dans les cinq villes étudiées en Asie. Par le sens que revêt le simple fait d'aller au fast-food ensuite, compris jusque dans sa dimension politique : à Séoul, un affront à la culture coréenne ; à Tokyo, une alternative malsaine à la culture du riz ; à Taipei, un repas approprié pour les plus âgés, qui y sociabilisent, ou encore les étudiants, qui y font leurs devoirs².

¹ WATSON (James) (dir.), *Golden arches east: McDonald's in East Asia*, Stanford, Stanford University Press, 1997, réédition de 2006.

² Ces observations ont été menées par Yunxiang Yan (Pékin), James Watson (Hong Kong), David Y. H. Wu (Taipei), Sangmee Bak (Séoul) et Emiko Ohnuki-Tierney (Japon).

Au-delà du plateau et de la manière dont on perçoit son contenu, Watson et son équipe ont donc mis en évidence les mécanismes de réappropriation, de traduction du global en local (le phénomène n'étant donc plus totalement l'un ni totalement l'autre), qui débouchaient sur autant de contextes sociaux spécifiques : lieux privilégiés des familles dans certaines villes, des lycéens dans d'autres ; repas complet pour certains, simple snack pour d'autres ; symbole de l'hégémonie culturelle américaine pour les uns, repère local pour d'autres. Ainsi, certains jeunes Japonais et Hongkongais avaient à ce point intégré l'arche dorée parmi leurs repères qu'ils en ignoraient les origines américaines.

Cependant, l'interprétation de ces mécanismes de réappropriation comme autant de formes d'autonomie – voire de résistance à la globalisation – n'apparaît pas évidente pour autant. Tant qu'il s'agit d'augmenter les profits, les multinationales peuvent en effet se montrer très volontaires, s'agissant de comprendre les différences culturelles et de les intégrer dans un marketing international plus ou moins subtil où le consommateur reste persuadé de garder le contrôle¹.

Le propos du livre de Watson, de même que sa réactualisation une décennie plus tard², valent la peine qu'on s'y intéresse : un même symbole de la mondialisation (aussi caricatural soit-il), si l'on creuse un peu, signifie différentes choses pour différentes personnes. Et s'il n'y a pas d'homogénéisation totale dans l'espace, il n'y a pas non plus de stabilité dans le temps : quelques années après la parution de la première édition de l'ouvrage, l'optimisme largement répandu à l'égard de la mondialisation avait fait place à une lecture plus critique du phénomène, qu'il s'agisse de s'interroger sur les inégalités qui se creusent ou encore de dénoncer des formes d'impérialisme culturel. En quelques années, l'enseigne à l'arche dorée était devenue la cible de critiques dans des registres multiples : anti-capitalisme, anti-globalisation, anti-obésité, anti-exploitation animale, etc. jusqu'à, dans différentes villes du monde, faire l'expérience de manifestations plus ou moins démonstratives et violentes.

¹ C'est d'ailleurs l'une des critiques formulées à l'égard de Watson par Samuel Collins : COLLINS (Samuel), « Review of Watson, James L., ed., *Golden Arches East: McDonald's in East Asia* », *H-PCAACA, H-Net Reviews*, 1998 [www.h-net.org/reviews/showrev.php?id=2239] (consulté le 12 mars 2021).

² Dans la deuxième édition de son ouvrage, Watson a en effet ajouté un chapitre « Update » intégrant notamment les mouvements anti-globalisation à la réflexion : WATSON (James L.), « McDonald's as Political Target: Globalization and Anti-Globalization in the Twenty-First Century », dans WATSON (James L.) (dir.), *Golden arches east [...], op. cit.*, p. 183-200.

Quel lien avec les archives et l'archivistique ? Ce numéro propose une sélection d'interventions de la très belle XVII^e journée d'archivistique organisée par les étudiant·es et professeur·es de la formation « Archives » de l'université d'Angers, qui s'est tenue le 15 février 2019 autour du thème « Archivistique et mondialisation : vers une archivistique-monde ? ». Rappelant à quel point « la mondialisation contemporaine influence toutes les sphères de la société » – y compris l'archivistique –, les organisateurs ouvraient l'hypothèse d'une archivistique-monde, suggérant ses déclinaisons possibles : « sorte de système-monde wallersteinien où une pratique archivistique commune est partagée selon une logique descendante d'influenceur et d'influencé », ou processus admettant « la survivance de particularismes nationaux »¹ ?

Bien entendu, aborder l'archivistique et la mondialisation en prenant les *golden arches* pour point de départ a ses limites : en elle-même, l'archivistique n'est pas une entreprise appelée à générer des bénéfices mais bien une discipline historiquement nationale, quand bien même les archivistes, *a fortiori* dans le contexte de rationalisation budgétaire que nous connaissons, sont constamment invités à justifier leurs stratégies de collecte et leurs incidences budgétaires, tâche que le numérique, ses promesses mais aussi ses mirages ne rendent pas plus aisée. De manière plus affirmée, les archivistes et *records managers* investissent le monde des entreprises, tandis que le succès de certaines normes et de standards ouvre un marché international non négligeable, en termes de *consulting* ou encore pour les solutions logicielles qui les soutiennent. S'agissant d'archives et de mondialisation, les enjeux économiques ne sont donc pas absents de la donne, loin s'en faut. Deuxième nuance, si Watson s'est exclusivement centré sur les publics qui fréquentaient les restaurants, ce dossier thématique entend questionner les pratiques et les représentations des « deux côtés du comptoir » : celui des publics, mais aussi et surtout celui des professionnels : archivistes d'ici et d'ailleurs, archivistes en réseau.

Mais il semblera tout aussi évident que l'on retrouvera, dans les contributions qui suivent, des préoccupations similaires à celles de l'équipe d'anthropologues de Stanford : l'ambition de questionner la mondialisation, l'archivistique et leur articulation dans toute leur complexité, en privilégiant pratiques formelles et

¹ Association des étudiants et diplômés en archivistique d'Angers, Argumentaire de la XVII^e journée d'archivistique d'Angers, 2019 [<http://aetda.fr/2019/03/programme-de-la-xvii-journee-darchivistique-dangers-2019/>] (consulté le 12 mars 2021). Sur le concept de système-monde (prolongeant les travaux de Fernand Braudel sur l'économie-monde), consulter WALLERSTEIN (Immanuel), *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-monde*, Paris, La Découverte, 2006.

informelles non seulement techniques, mais aussi de sociabilité, en analysant les attitudes, identités professionnelles, jeux d'influence et de pouvoir, terrains de résistance ou encore les normes explicites mais aussi tacites, de même que les outils plus ou moins partagés. La mondialisation n'est dès lors pas saisie uniquement dans les conséquences d'uniformisation ou de standardisation d'un monde de plus en plus interconnecté, mais bien, à l'image de ce que Romain Lecler a rappelé, dans la possibilité qu'il n'y ait pas forcément « de contradiction entre global et local, ni entre homogénéisation et différenciation : la mondialisation les rend possibles en même temps »¹. Et l'auteur d'évoquer la distinction entre mondialisation et impérialisme opérée par John Tomlinson, l'une se différenciant de l'autre par sa « dissémination beaucoup plus complexe, passant parfois même par la revitalisation de traditions propres »².

En questionnant l'archivistique au prisme de la mondialisation, un thème surgit alors, omniprésent : par-delà les normes, les concepts, les pratiques et les outils, il est aussi et surtout question de sens, et de la nécessité d'examiner si ce sens est lui aussi partagé, ou encore quelles sont les conditions de ce partage.

Le sens des mots tout d'abord : l'usage d'une même terminologie, de mêmes concepts, signifie-t-il pour autant que leur sens soit commun à tous et toutes ? « *Do you understand the words as I do ? Is your archival science also mine ?* », interrogeait le Néerlandais Eric Ketelaar dans le *Journal of the Japan Society for Archival Science*, tout en évoquant le rejet, par une partie des archivistes nord-américains et australiens, de ce même terme *archival sciences* pour désigner la discipline (au profit d'*archives theory* ou d'*archives studies*), là où bien des Européens et Latino-Américains y voyaient l'équivalent de leur « *archivistica*, archivistique ou encore *arquivologia* »³. Dans un article au titre particulièrement évocateur, « Cinquante nuances de cycle de vie », Gilliane Kern, Sandra Holgado et Michel Cottin ont analysé en 2015 pas moins de cinquante définitions, théories et représentations du concept de cycle de vie à travers le monde et ont cherché à saisir la possibilité de leur avenir dans l'environnement numérique et les systèmes de gestion normés⁴. Si cette question du sens est si fondamentale, c'est notamment parce que, comme le soulignent les auteurs, elle n'est pas uniquement théorique et son impact n'est pas seulement conceptuel : il touche aux rôles et aux responsabilités des différents intervenants.

¹ LECLER (Romain), *Sociologie de la mondialisation*, Paris, La Découverte, 2013, p. 92.

² TOMLINSON (John), *Cultural Imperialism. A critical introduction*, Londres, Pinter Publishers, 1991, cité par LECLER (Romain), *Sociologie de la mondialisation*, *op. cit.*, p. 92.

³ KETELAAR (Eric), « Time future contained in time past. Archival science in the 21st century », *Journal of the Japan Society for Archival Science*, 2004, p. 20-35.

⁴ KERN (Gilliane), HOLGADO (Sandra) et COTTIN (Michel), « Cinquante nuances de cycle de vie. Quelles évolutions possibles ? », *Les Cahiers du numérique*, vol. 11, n° 2, 2015, p. 37-76.

Le sens des mots se trouve ainsi au cœur de la recherche menée par les étudiant·es du master « Archives » de l'université d'Angers, qui ont analysé, dans six revues issues des sphères anglophone et francophone, l'usage des concepts de *records management*, respect des fonds et *registratur*. Alors que les archives et les archivistes semblent connaître de moins en moins de frontières, existe-t-il encore des barrières linguistiques ? Cheminons-nous vers une terminologie commune, et est-elle partagée, ou encore désirée ? Permet-elle de rendre compte des particularités de certaines de nos pratiques si ancrées et tellement situées, tout en autorisant les échanges ? Nécessite-t-elle une politique de traduction et le cas échéant, selon quelle stratégie ? Et quand bien même nous cheminerions vers un vocabulaire commun, celui-ci rend compte des réalités nouvelles induites par la mondialisation, notamment du fait que les États-nations ne constituent plus le cadre de référence le plus évident pour rendre compte de bien des activités humaines¹, dont les archives témoignent ?

Questionner le sens des mots, c'est aussi permettre de s'interroger sur celui des pratiques. L'usage des mêmes normes, l'utilisation des mêmes outils, la réalisation de mêmes gestes et pratiques, voire l'appartenance à une même communauté de valeurs signifient-ils pour autant que nous mettons tous le même sens à ce que nous faisons. Quels sont les dénominateurs communs mais aussi les singularités qui s'expriment dans les démarches d'archivage de l'administration publique d'un pays démocratique en temps de paix, d'une ONG soucieuse d'entretenir la mémoire d'un génocide, d'un archiviste qui collecte les médias sociaux liés à un phénomène particulier après avoir constaté que ses représentations disparaissaient petit à petit de la toile ? La construction des archives en tant qu'archives est un acte dont on sait qu'il est influencé par de multiples facteurs culturels, sociaux, conscients ou non d'ailleurs², et qu'avant même l'intervention des archivistes, le rapport au document est sensiblement différent selon les territoires, mais aussi les secteurs, les cultures professionnelles et les logiques métiers.

En quelques décennies, l'archivistique s'est considérablement formalisée : aux principes de respect des fonds, de provenance et d'ordre originel théorisés ensemble par Samuel Muller, Johan Feith et Robert Fruin en 1898³, s'est

¹ TARDIF (Jean), « Mondialisation et culture : un nouvel écosystème symbolique », *Questions de communication*, n° 13, 2008, p. 197-223. « Mondialisation » est défini ainsi : « État-nation n'est plus le seul cadre de référence englobant tous les champs de l'activité humaine ».

² KETELAAR (Eric), « (Dé)Construire l'archive », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 82, 2006/2, p. 65-70.

³ MULLER (Samuel), FEITH (Johan) et FRUIN (Robert), *Handleiding voor het ordenen en beschrijven van archiven*, Groningen, Erven B. van der Kamp, 1898.

ajoutée la nécessité d'une description élaborée, garantissant un accès aux citoyens, mais aussi aux historiens et chercheurs, sans doute les plus exigeants quant aux pratiques descriptives. Les dernières décennies ont harmonisé ces pratiques, organisant les descriptions en champs rigoureusement standardisés de métadonnées, en vue par exemple de faciliter l'échange des informations descriptives, notamment via le numérique, tandis qu'une réflexion sur le pouvoir des descriptions s'est développée¹. Si certaines normes ou modèles sont le fait d'archivistes, d'autres nous viennent d'univers professionnels *a priori* plus éloignés, voire inattendus de prime abord (la prédominance du Comité consultatif pour les systèmes de données spatiales dans l'élaboration de la norme OAIS en est un bel exemple).

Ces normes et ces modèles, qu'il convient de resituer dans leur contexte de production (qu'il soit géographique ou sectoriel), résultent de processus d'élaboration non dépourvus d'échanges, d'ajustements, d'influences mais aussi de tensions, de motivations et d'enjeux qu'il s'agit d'identifier, par-delà les registres argumentaires. Mais la construction de ces pratiques harmonisées n'est qu'un versant de la problématique, solidaire d'un autre, celui de leur diffusion et leur adoption par une communauté d'archivistes dont on peut présumer qu'elle est plus large que celle qui les a élaborées. Les contributions respectives de Bénédicte Grailles et de Charlotte Maday démontrent tout l'intérêt de se saisir de l'adoption des normes et standards au-delà de leurs versants techniques, pour, entre autres, questionner leur influence sur les archivistiques nationales (et réciproquement), ou encore les possibles reconfigurations des identités professionnelles qu'elles engendrent.

La mise en perspective et en débat de la mondialisation, notamment dans le domaine de la culture, paraît riche de questions inspirantes lorsque nous les posons non seulement à l'archivistique, mais aussi plus largement aux bibliothèques et aux métiers du patrimoine, comme nous le proposent respectivement les articles de Florence Alibert et Marie Maunand : quelle place et quel rôle pour les pays émergents, mais aussi les organisations internationales (on pensera au Conseil international des archives – ICA – bien entendu), les experts, les bailleurs de fonds ou encore les entreprises multinationales ? Quelle interprétation donner à la circulation des savoirs et des pratiques, entre homogénéisation d'une part, et enrichissement par la fertilisation croisée des expériences d'autre part ? Les pratiques archivistiques,

¹ WOOD (Stacy), CARBONE (Kathy Michelle), CIFOR (Marika), GILLILAND (Anne J.) et PUNZALAN (Ricardo L.), « Mobilizing records: re-framing archival description to support human rights », *Archival Science*, 14, 2014, p. 397-419.

agencées en système transnational, sont-elles un agent d'uniformisation culturelle, ou ont-elles la même propension à la flexibilité que celle qui a pu être observée dans le système transnational des médias par exemple (mais aussi du marketing), à savoir « un agent de diversité culturelle »¹, flexible, dont les « acteurs globaux » sont capables de prendre en charge les « différences locales »² ?

Dans l'autre sens, l'adhésion aux normes internationales, l'adoption de pratiques relèvent-elles encore d'un processus volontaire, quand elles sont à ce point répandues, associées à l'identité même des professionnels (jusqu'à jeter le doute sur le professionnalisme de ceux qui ne les partagent pas), et fondues dans les outils que leur non-acceptation, leur ignorance ou leur rejet vous propulse irrémédiablement aux marges ? En d'autres termes, l'harmonisation des pratiques archivistiques connaît-elle des laissés pour compte et quel est leur sort ?

Interroger le sens de nos pratiques, ce que signifie adopter une pratique, un outil, une norme c'est aussi s'interroger sur le sens de leur transmission. Bien que les normes archivistiques soient parfois un défi pédagogique en soi et qu'elles laissent une marge de manœuvre en termes d'interprétation, le pas pourrait bien vite être franchi, de la formation au formatage. L'adoption des référentiels internationaux permet-elle encore l'épanouissement d'une certaine créativité (qui ne soit pas uniquement de l'ordre de la micro-résistance) ? Ou cette créativité nous viendra-t-elle d'espaces réputés aux marges de la mondialisation, comme nous invite à explorer Charly Jollivet avec le cas de Madagascar et des Comores, où se sont élaborés des systèmes archivistiques originaux ?

La mondialisation, comme le rappelle Didier Grange dans sa contribution, « n'a pas toujours bonne presse », invitant cependant le lecteur à considérer comment, dans certains cas, elle a répondu aux attentes des archivistes et a pu servir leurs intérêts. Et il semble bien qu'un tour d'horizon tel que le propose ce numéro, par son ambition et son ouverture à des réalités multiples, corresponde à l'essence même de l'archivistique telle qu'elle pourrait être mondialisée : attachée à construire et comparer les définitions, mais également à les déconstruire ; désireuse de faire se rencontrer les pratiques, tout en saisissant les contextes dans lesquelles elles ont émergé, se sont épanouies, les

¹ MATTELART (Tristan), « Pour une critique des théories de la mondialisation culturelle », *Questions de communication*, n° 13, 2008, p. 269-287, § 9 [doi.org/10.4000/questions-decommunication.1831].

² *Ibid.*

conditions dans lesquelles elles ont circulé ou se sont imposées, les transformations qu'elles ont entraînées, etc. ; soucieuse enfin de faire circuler les techniques, mais aussi les questionnements.

Aurore FRANÇOIS
Professeure et archiviste
Université catholique de Louvain
aurore.francois@uclouvain.be